

Compte rendu

Ouvrage recensé :

DÔMES, Jürgen et al. *After Tiananmen Square: Challenges for the Chinese-American Relationship*. Spécial Report 1990. Cambridge (Mass.), Institute for Foreign Policy, Inc., 1990, 148 p.

par Peter Calkins

Études internationales, vol. 23, n° 1, 1992, p. 217-219.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702990ar>

DOI: 10.7202/702990ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

mocratie politique, l'État de droit et la démocratie socio-économique.

L'auteur évoque ensuite comment ces principes de base qui président à l'organisation des systèmes politiques modernes ont été transplantés en Afrique lors de l'accession de celle-ci à l'indépendance, comment lentement, mais sûrement les partis uniques ont émergé, ont tout contrôlé et ont conduit l'État à une désorganisation totale. Ce régime de confusion est dirigé par des barons du Parti au sein duquel on retrouve «une foule de profiteurs, combinards, comitards, cumulards et politicards» et il affirme par ailleurs : «Ce n'est pas un État de droit, mais un État de Parti».

C'est dans ce contexte que va s'amorcer le processus de démocratisation de la société africaine. L'auteur passe en revue certains éléments qui sous-tendent ce processus : les opposants politiques, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la CEE et les droits de l'homme en Afrique, et le 16^{ème} Sommet franco-africain de La Baule.

La dernière partie du livre passe en revue les États africains face à la démocratie. Il s'agit surtout de bilans sommaires. On y constate entre autres que l'effervescence est surtout dans les pays francophones et que plusieurs pays sont encore fermés à toute ouverture démocratique.

Michel HOUNDJAHOUÉ

ENA/Cotonou
ENAP/Montréal

ASIE ORIENTALE

DOMES, Jürgen *et al.* *After Tiananmen Square: Challenges for the Chinese-American Relationship. Special Report 1990.* Cambridge (Mass.), Institute for Foreign Policy, Inc., 1990, 148 p.

Ce volume se compose de 6 chapitres, dont chacun est écrit par un spécialiste chinois ou occidental sur un aspect précis de la Chine populaire. Les thèmes abordés couvrent la dynamique des tendances internes de la Chine, ses stratégies envers le tiers-monde, ses intérêts en Asie de l'Est, ses politiques envers le Vietnam et le Cambodge et ses rapports avec les États-Unis depuis juin 1989, vus par des Chinois et par des Américains. Les essais sont généralement clairs et succincts et n'hésitent pas à avancer des thèses audacieuses.

Par exemple, le chapitre sur les rapports est-asiatiques proclame que la détente sino-soviétique a rendu Taiwan plus vulnérable à une attaque de la part de la Chine populaire. En effet, la Chine pourrait transférer à une telle attaque une partie des armes nécessaires jusqu'ici à la défense de la frontière sino-soviétique. Mais en contre-partie, les Américains se sentiraient plus à l'aise de venir en aide à Taiwan à cause de l'amélioration de leurs propres rapports avec l'URSS! D'ailleurs, le mythe d'une Chine unie paraît moins nécessaire maintenant que le régime de Taiwan a plus de soutien politique interne. L'auteur conclut que c'est maintenant l'occasion idéale pour les É.-U. de renforcer leurs liens quasi officiels avec Taiwan, afin de mieux contrer toute attaque, blocus, ou invasion après 1997.

Pour sa part, l'essai sur les rapports sino-américains argue de leur importance primordiale pour les Chinois. Même si la Chine se réserve fièrement le droit d'établir une politique étrangère indépendante, voire de critiquer les É.-U. sur la scène internationale, elle ne le fait que là où elle n'a pas d'intérêts directs (Israël, Afrique du Sud, les *Contras* nicaraguéens). En revanche, là où cela compte (Asie de l'Est), les politiques stratégiques des É.-U. et de la Chine populaire sont très similaires.

Contre cette toile de fond, les événements de Tiananmen – tels que vus par les Américains – sont moins troublants maintenant que les É.-U. ont déjà établi des rapports amicaux avec l'URSS; les É.-U. ont donc beaucoup moins à craindre un front commun sino-soviétique. Ceci dit, les É.-U. auront de plus en plus de difficulté à séparer leur stratégie géopolitique de la question des droits de l'homme. Ils savent que la Chine, fière de sa longue histoire et ayant vu le sort non enviable des autres régimes marxistes, ne cédera pas beaucoup sur cette question. Les É.-U. font donc face à la tâche formidable de réconcilier les besoins de la sécurité internationale avec les valeurs touchant la politique intérieure.

Pour leur part, les Chinois considèrent que Tiananmen a créé beaucoup de tension dans les rapports sino-américains. Face à la colère des Américains, une période de gestes conciliants s'en est suivie de la part de la Chine. Ses leaders ont tenté d'expliquer que les principes de développement de la Chine n'avaient pas changé. Cependant la Chine considère que le Tibet et les soi-disant «droits de l'homme» sont du ressort de ses

affaires internes et elle s'offense de l'«ingérence» des É.-U. Prétendant que la liberté d'expression a déjà beaucoup évolué depuis la révolution culturelle, les autorités chinoises menacent d'enlever encore plus de liberté et de devenir encore plus sévères envers leur population si les É.-U. persistent à les critiquer.

Mais c'est le tout premier chapitre, de Jürgen Domes sur la dynamique interne chinoise dans les années 1990, qui semble le plus audacieux et provocateur. Ce chapitre soulève la possibilité de quatre scénarios pour l'évolution politique de la Chine d'ici l'an 2000, qui conditionneront en fait les pronostics de tous les autres chapitres du volume.

Le premier scénario implique une stabilisation fragile sur une relativement longue période du contrôle des structures intérieures par le parti communiste. Sur le plan économique, cette stabilisation verrait un gel ou même une régression des progrès accusés jusqu'à présent quant à la décollectivisation de la production agricole, la responsabilisation des entreprises étatiques, et la libéralisation des entreprises individuelles. Cette situation impliquerait une répression bureaucratique tellement sévère qu'une explosion sociale inévitable mettrait fin tôt ou tard au régime communiste.

Le deuxième scénario de Domes, largement débattu en Chine, prévoit une «transition tranquille» du type actuellement vécu en Pologne. Sous ce scénario, des révisionnistes libéraux accapareraient éventuellement le contrôle du gouvernement et intensifieraient la libéralisation des réformes économiques. Paradoxalement, ils

perdraient leurs postes, car le succès même de telles politiques inciterait la population à revendiquer un système politique plus pluraliste.

Dans un troisième scénario, la transition tranquille déjà mentionnée serait ponctuée par un coup d'État de la part des militaires et des marxistes orthodoxes. Comme dans le scénario 1, cette possibilité se solderait par le renversement violent du régime communiste.

Le quatrième scénario entrevoit le passage relativement non sanglant à un nouveau système politique sous l'égide d'élites non communistes bien avant la fin du siècle, aussitôt que Deng Xiaoping, Chen Yun et les autres vieux révolutionnaires quitteront la scène et que la crise économique actuelle s'intensifiera. Contrairement à la situation de 1989, les forces armées, n'ayant plus de fusils matériels et «politiques» dans le dos, abandonneraient leur soutien du régime.

Domes juge que la probabilité relative que chacun de ces scénarios se produise va dans l'ordre descendant de 1, 4, 3, et 2. Il souligne l'importance de considérer de tels scénarios en rappelant que «la tâche des hommes politiques occidentaux sera de mettre au point des stratégies visant à continuer et approfondir nos contacts avec les forces qui tailleront l'avenir de la Chine.» Pour cette raison, «nous devons garder autant de portes ouvertes sur la Chine que possible sans compromettre notre soutien au changement.» (traductions libres, p. 21)

Peter CALKINS

Département d'économie rurale
Université Laval, Québec

HURST, Philip. *Rainforests Politics. Ecological Destruction in South-East Asia*. London and New Jersey, Zed Books Ltd, 1990, 317 p.

La mise en valeur des ressources forestières de l'Asie du Sud-Est est étroitement liée à l'histoire de son peuplement. Les peuples qui ont occupé depuis des millénaires les territoires du continent et de l'archipel ont toujours pris position devant la forêt : soit en l'évitant, quitte à se blottir le long des côtes voire à se «réfugier» sur les mers ; soit en la courtisant, en cultivant les plaines alluviales et côtières tout en ouvrant des essarts dans l'arrière-pays ; soit en s'y engouffrant pour en vivre, grâce à la cueillette, la chasse et l'essartage, et ainsi participer à sa vie. Si Philip Hurst accorde peu d'importance à l'histoire même du peuplement et de l'utilisation par les essarteurs des immenses aires forestières de l'Asie du Sud-Est, il s'en inspire pour réaliser une riche analyse des problèmes liés à la déforestation contemporaine, toutes causes confondues.

Ceci dit, il distingue bien tous les acteurs de la scène et analyse la responsabilité des uns et des autres tant dans l'utilisation des ressources que dans leur trop fréquente destruction. À ces fins il examine cinq pays : l'Indonésie, la Malaysia, les Philippines, la Thaïlande, et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'étude de ce pays, qui ne fait pas à proprement parler partie du Sud-Est asiatique, est justifiée dans la mesure où il partage la grande île de Nouvelle-Guinée avec l'Indonésie dont relève la partie occidentale, sous le nom d'Irian Jaya. Quant à la Malaysia, elle est examinée en deux parties, l'une consacrée à